Saputo

EXERCICE FINANCIER 2012 DEUXIÈME TRIMESTRE 2

Voici les résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2012, terminé le 30 septembre 2011.

- Le bénéfice net pour le trimestre a totalisé 127,1 millions de dollars, en hausse de 1,3 million de dollars ou 1,0 % comparativement à 125,8 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Le bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement (BAIIA[1]) s'est établi à 213,1 millions de dollars, en hausse de 1,7 million de dollars ou 0,8 % comparativement à 211,4 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Les revenus du trimestre se sont élevés à 1,791 milliard de dollars, en hausse de 240,7 millions de dollars ou 15,5 % comparativement à 1,551 milliard de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Le bénéfice par action (BPA) de base et le BPA dilué se sont établis respectivement à 0,63 $ et à 0,61 $ pour le trimestre, comparativement à un BPA de base et dilué de 0,60 $ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

(en millions de dollars canadiens (CAD), sauf les données par action)
(non audités)

	Pour les périodes de trois mois terminées les		
	30 septembre 2011	30 septembre 2010	30 juin 2011
Revenus	**1 791,4**	1 550,7	1 639,0
BAIIA	**213,1**	211,4	209,6
Bénéfice net	**127,1**	125,8	126,6
BPA			
De base	**0,63**	0,60	0,62
Dilué	**0,61**	0,60	0,61

- Aux États-Unis, le prix moyen du bloc[2] par livre de fromage a augmenté de 0,44 $ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'est traduit par une hausse des revenus et par une incidence favorable sur le BAIIA en raison d'une meilleure absorption des frais fixes.
- La diminution du prix du bloc par livre de fromage aux États-Unis vers la fin du trimestre a entraîné une réalisation défavorable des stocks ainsi qu'une relation défavorable avec le coût de la matière première, le lait, ce qui a eu une incidence négative sur le BAIIA, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- L'acquisition de DCI Cheese Company, Inc. (acquisition de DCI) le 25 mars 2011 aux États-Unis a contribué aux revenus et au BAIIA.
- L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et au peso argentin au cours du trimestre a influé sur les résultats, entraînant une diminution d'environ 50 millions de dollars des revenus et d'environ 5 millions de dollars du BAIIA, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,19 $ par action payable le 16 décembre 2011 aux actionnaires ordinaires inscrits le 6 décembre 2011.

(en millions de dollars canadiens (CAD), sauf les données par action)
(non audités)

	Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 septembre 2011	30 septembre 2010
Revenus	**3 430,4**	2 986,9
BAIIA	**422,7**	402,7
Bénéfice net	**253,6**	237,5
BPA		
De base	**1,25**	1,14
Dilué	**1,22**	1,13

[1] **Mesure de calcul des résultats non conforme aux Normes internationales d'information financière (IFRS)**
La Société évalue son rendement financier sur la base de son BAIIA qui est défini comme le bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement. Le BAIIA n'est pas une mesure de rendement définie par les IFRS et, conséquemment, peut ne pas être comparable aux mesures présentées par d'autres sociétés.

[2] Le « prix moyen du bloc » correspond au prix moyen quotidien d'un bloc de fromage cheddar de 40 livres transigé sur la Chicago Mercantile Exchange (CME), utilisé comme prix de base du fromage.

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion a pour objectif d'analyser les résultats et la situation financière de la Société pour le trimestre terminé le 30 septembre 2011. Il doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés et les notes complémentaires pour les périodes de trois mois et de six mois terminées les 30 septembre 2011 et 2010. L'information financière du trimestre correspondant a été retraitée ou reclassée conformément aux IFRS. Un rapprochement de l'information financière et des données qui avaient été comptabilisées selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGRC) avec celles comptabilisées selon les IFRS est présenté à la note 16 des états financiers consolidés. Sauf indication contraire, tous les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens. Ce rapport tient compte des éléments importants survenus entre le 30 septembre 2011 et le 9 novembre 2011, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. De l'information additionnelle relativement à la Société, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle pour l'exercice terminé le 31 mars 2011, peut également être obtenue sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Ce rapport contient des énoncés prospectifs au sens de la législation en valeurs mobilières. Ces énoncés sont fondés, entre autres, sur les hypothèses, attentes, estimations, objectifs, projets et intentions actuels de la Société concernant les revenus et les charges prévus, l'environnement économique et industriel dans lequel la Société exerce ses activités ou qui serait susceptible d'avoir une incidence sur ses activités, sa capacité à attirer et à conserver des clients et des consommateurs, ainsi que ses charges d'exploitation et son approvisionnement en matières premières et en énergie, assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes. Les énoncés prospectifs peuvent se reconnaître à l'emploi du conditionnel, des expressions « pouvoir », « devoir », « croire », « prévoir », « s'attendre », « avoir l'intention de », « anticiper », « estimer », « projeter », « objectif » ou « continuer » ou leur forme négative, et à l'emploi d'autres mots ou expressions semblables. Les résultats réels peuvent être très différents des conclusions ou des prévisions données dans ces énoncés prospectifs. Par conséquent, la Société ne peut garantir que les énoncés prospectifs se réaliseront. Les hypothèses, les attentes et les estimations qui ont servi à la préparation des énoncés prospectifs et les risques qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des attentes actuelles sont exposés dans le présent rapport de gestion et dans le rapport annuel le plus récent disponible sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Les énoncés prospectifs qui figurent dans le présent rapport sont fondés sur les estimations, attentes et hypothèses actuelles de la direction, qui sont, selon elle, raisonnables à la date des présentes. Vous ne devez pas accorder une importance indue à ces énoncés ni vous y fier à une autre date. À moins que les lois applicables en matière de valeurs mobilières ne l'exigent, la Société ne s'engage nullement à mettre à jour ces énoncés prospectifs, verbaux ou écrits, qu'elle peut faire ou qui peuvent être faits en son nom à l'occasion, à la suite d'une nouvelle information, d'événements à venir ou autrement.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Les **revenus consolidés** du trimestre terminé le 30 septembre 2011 se sont élevés à 1,791 milliard de dollars, en hausse de 240,7 millions de dollars ou 15,5 % comparativement à 1,551 milliard de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation est principalement attribuable à l'acquisition de DCI, à une hausse du prix moyen du bloc par livre de fromage, aux volumes de ventes plus élevés et aux conditions plus favorables du marché des ingrédients laitiers dans le Secteur Produits laitiers USA. L'augmentation des prix de vente découlant de la hausse du coût du lait dans les divisions argentine et canadienne, ainsi que les volumes de ventes plus élevés dans la Division Argentine du Secteur Produits laitiers CEA ont également contribué à accroître les revenus. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et au peso argentin a eu une incidence défavorable sur les revenus.

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2011, les revenus ont totalisé 3,430 milliards de dollars, en hausse de 443,5 millions de dollars ou 14,8 % comparativement à 2,987 milliards de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation est principalement attribuable à l'acquisition de DCI, à une hausse du prix moyen du bloc par livre de fromage et aux conditions plus favorables du marché des ingrédients laitiers dans le Secteur Produits laitiers USA. L'augmentation des prix de vente découlant de la hausse du coût du lait dans les divisions argentine et canadienne, ainsi que les volumes de ventes plus élevés dans la Division Argentine du Secteur Produits laitiers CEA ont également contribué à accroître les revenus. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et au peso argentin a eu une incidence défavorable sur les revenus par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Le **bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement (BAIIA) consolidé** du deuxième trimestre de l'exercice 2012 s'est établi à 213,1 millions de dollars, en hausse de 1,7 million de dollars ou 0,8 % comparativement à 211,4 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse découle de l'amélioration de l'efficience opérationnelle et de l'acquisition de DCI, ce qui a contrebalancé les facteurs du marché défavorables dans le Secteur Produits laitiers USA. La hausse est également attribuable aux volumes de ventes plus élevés dans la Division Argentine, principalement sur le marché d'exportation, et aux conditions favorables du marché des ingrédients laitiers dans la Division Produits laitiers (Canada). L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu une incidence négative sur le BAIIA comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2011, le BAIIA s'est établi à 422,7 millions de dollars, en hausse de 20,0 millions de dollars ou 5,0 % comparativement à 402,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à l'efficience opérationnelle et à l'acquisition de DCI, ce qui a contrebalancé les facteurs du marché défavorables dans le Secteur Produits laitiers USA. La hausse est également attribuable aux volumes de ventes plus élevés dans la Division Argentine, principalement sur le marché d'exportation, et aux conditions favorables du marché des ingrédients laitiers dans la Division Produits laitiers (Canada). L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu une incidence négative sur le BAIIA comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

AUTRES ÉLÉMENTS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

L'**amortissement** a totalisé 25,0 millions de dollars au deuxième trimestre de l'exercice 2012, en baisse de 1,5 million de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2011, la charge d'amortissement a totalisé 49,6 millions de dollars, en baisse de 3,3 millions de dollars comparativement à 52,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'appréciation du dollar canadien tout au long du trimestre, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, explique essentiellement la baisse de la charge d'amortissement.

Les **intérêts et autres charges financières** ont augmenté de 3,1 millions de dollars et de 2,7 millions de dollars au cours des périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2011, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement expliquée par une perte non réalisée de 2,3 millions de dollars liée à une avance intersociétés libellée en devise étrangère au Canada. Cette avance ne fait pas partie d'un investissement net dans une filiale étrangère, par conséquent, une contrepartie équivalente, soit un gain non réalisé de 2,3 millions de dollars, est incluse dans les écarts de conversion découlant de la conversion des états financiers de la filiale américaine en dollars canadiens.

Les **impôts sur les bénéfices** pour le deuxième trimestre de l'exercice 2012 ont totalisé 52,5 millions de dollars, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 29,2 % comparativement à 29,9 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les impôts sur les bénéfices pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2011 ont totalisé 104,7 millions de dollars, ce qui représente un taux d'imposition de 29,2 % comparativement à 29,7 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le taux d'imposition varie et peut augmenter ou diminuer selon le montant des bénéfices imposables générés et leurs sources respectives, selon les modifications apportées aux lois fiscales et aux taux d'imposition et selon la révision des hypothèses et estimations ayant servi à l'établissement des actifs ou des passifs fiscaux de la Société et de ses sociétés affiliées.

Le **bénéfice net** s'est chiffré à 127,1 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 septembre 2011 comparativement à 125,8 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2011, le bénéfice net a totalisé 253,6 millions de dollars comparativement à 237,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ces résultats reflètent les divers facteurs analysés dans le présent rapport.

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en millions de dollars CAD, sauf les données par action)

Exercices	2012		2011				2010[1]	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Revenus	**1 791,4**	1 639,0	1 481,3	1 534,9	1 550,7	1 436,2	1 384,2	1 497,3
BAIIA	**213,1**	209,6	194,5	191,1	211,4	191,3	175,5	183,5
Bénéfice net	**127,1**	126,6	100,4	112,1	125,8	111,7	99,1	104,3
BPA								
De base	**0,63**	0,62	0,49	0,55	0,60	0,54	0,48	0,50
Dilué	**0,61**	0,61	0,48	0,54	0,60	0,53	0,47	0,50

[1] Selon les PCGRC

Principaux facteurs consolidés ayant une incidence positive (négative) sur le BAIIA[1]

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2012		2011	
	T2	T1	T4	T3
Facteurs du marché[2]	**(10,0)**	13,0	31,0	(15,0)
Taux de change du dollar américain	**(5,0)**	(5,0)	(5,0)	(3,0)
Réduction de valeur des stocks	**–**	–	(3,0)	–

[1] Comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

[2] Les facteurs du marché comprennent le prix moyen du bloc par livre de fromage et son incidence sur l'absorption des frais fixes et sur la réalisation des stocks, l'incidence de la relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, ainsi que l'incidence des prix du marché sur les ventes d'ingrédients laitiers.

TRÉSORERIE, RESSOURCES FINANCIÈRES ET CAPITAL

(en milliers de dollars CAD)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Pour les périodes de six mois terminées les 30 septembre	
	2011	2010	**2011**	2010
Trésorerie générée par les activités d'exploitation	**221 286**	188 649	**344 241**	342 910
Trésorerie nette générée par les activités d'exploitation	**174 448**	162 318	**189 361**	277 385
Trésorerie utilisée pour les activités d'investissement	**(11 828)**	(26 701)	**(7 562)**	(52 012)
Trésorerie utilisée pour les activités de financement	**(122 566)**	(109 827)	**(198 416)**	(131 098)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**40 054**	25 790	**(16 617)**	94 275

Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2011, la trésorerie générée par les **activités d'exploitation** a totalisé 221,3 millions de dollars, en hausse de 32,7 millions de dollars comparativement à 188,6 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Depuis le début de l'exercice, ce montant s'élève à 344,2 millions de dollars, en hausse de 1,3 million de dollars comparativement à 342,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation enregistrée au cours des périodes de trois mois et de six mois est essentiellement attribuable à la hausse du bénéfice net et à la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. La variation des éléments hors caisse du fonds de roulement pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2011 découle d'une augmentation du prix moyen du bloc aux États-Unis, laquelle a donné lieu à une hausse des stocks et des débiteurs. La trésorerie nette générée par les activités d'exploitation au cours des périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2011 s'est élevée à 174,4 millions de dollars et à 189,4 millions de dollars, comparativement à 162,3 millions de dollars et à 277,4 millions de dollars, respectivement, pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette variation est essentiellement attribuable à la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement et à une hausse des impôts sur les bénéfices payés par suite d'une augmentation du bénéfice imposable des exercices précédents.

Les **activités d'investissement** ont principalement consisté en des ajouts d'immobilisations d'un montant de 24,4 millions de dollars et de 44,4 millions de dollars pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2011, respectivement. De plus, la vente du placement de portefeuille a généré 27,7 millions de dollars au cours du premier trimestre de l'exercice 2012 et la cession d'immobilisations a généré 12,1 millions de dollars au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2012.

Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2011, les **activités de financement** ont consisté en une augmentation totale de 68,8 millions de dollars des emprunts bancaires, en l'émission d'actions dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions pour une contrepartie en espèces de 1,7 million de dollars, en un rachat d'actions totalisant 122,1 millions de dollars conformément à un programme de rachat dans le cours normal des activités, ainsi qu'en un

versement de dividendes de 71,0 millions de dollars. Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2011, les activités de financement ont consisté en l'émission d'actions dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions pour une contrepartie en espèces de 15,6 millions de dollars, en un rachat d'actions totalisant 142,9 millions de dollars conformément à un programme de rachat dans le cours normal des activités, ainsi qu'en un versement de dividendes de 71,0 millions de dollars.

Trésorerie

(en milliers de dollars CAD, sauf le ratio)

	30 septembre 2011	31 mars 2011
Actifs courants	**1 342 405**	1 291 798
Passifs courants	**893 559**	943 006
Fonds de roulement	**448 846**	348 792
Ratio du fonds de roulement	**1,50**	1,37

Gestion du capital

La stratégie de la Société en matière de capital nécessite une structure de financement bien équilibrée afin de maintenir la souplesse nécessaire pour mettre en œuvre des projets de croissance tout en lui permettant d'effectuer des dépenses en immobilisations de façon disciplinée et de maximiser la valeur pour les actionnaires.

(en milliers de dollars CAD, sauf le ratio et le nombre d'actions et d'options)

	30 septembre 2011	31 mars 2011
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**64 095**	77 491
Emprunts bancaires	**172 465**	170 589
Dette à long terme	**382 410**	378 480
Capitaux propres	**2 223 742**	2 072 635
Ratio de la dette portant intérêt[1] sur les capitaux propres	**0,22**	0,23
Nombre d'actions ordinaires	**200 906 795**	203 830 505
Nombre d'options d'achat d'actions	**9 075 344**	8 674 238

[1] Net de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Au 30 septembre 2011, la Société disposait de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de 64,1 millions de dollars et de facilités de crédit bancaire existantes d'environ 650 millions de dollars, dont un montant de 172,5 millions de dollars avait été prélevé. Si cela s'avérait nécessaire, la Société pourrait prendre de nouveaux arrangements financiers pour poursuivre sa croissance au moyen d'acquisitions.

Le capital-actions autorisé de la Société est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires et privilégiées. Les actions ordinaires sont des actions avec droit de vote et droit de participation. Les actions privilégiées peuvent être émises en une ou plusieurs séries, et les modalités et privilèges de chaque série doivent être établis au moment de leur émission. Aucune action privilégiée n'était en circulation. Au 31 octobre 2011, 200 612 607 actions ordinaires et 9 048 918 options d'achat d'actions étaient en circulation.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Les obligations contractuelles de la Société consistent en des engagements relatifs au remboursement de certains de ses emprunts à long terme ainsi qu'en certaines ententes de location relatives à des locaux, à de l'équipement et à du matériel roulant.

(en milliers de dollars CAD)

	30 septembre 2011			31 mars 2011		
	Dette à long terme	**Loyers minimaux**	**Total**	Dette à long terme	Loyers minimaux	Total
Moins de un an	**–**	**15 852**	**15 852**	–	15 978	15 978
1 à 2 ans	**–**	**13 962**	**13 962**	–	13 339	13 339
2 à 3 ans	**110 000**	**11 765**	**121 765**	–	12 037	12 037
3 à 4 ans	**52 410**	**10 081**	**62 491**	158 480	10 045	168 525
4 à 5 ans	**220 000**	**7 469**	**227 469**	–	8 738	8 738
Plus de 5 ans	**–**	**22 010**	**22 010**	220 000	23 447	243 447
	382 410	**81 139**	**463 549**	378 480	83 584	462 064

BILAN

En ce qui concerne les éléments du bilan au 30 septembre 2011, comparativement au 31 mars 2011, les principales variations sont attribuables à la hausse du prix moyen du bloc par livre de fromage, qui a donné lieu à une augmentation au titre des éléments du fonds de roulement de notre Division Produits laitiers (USA), ainsi qu'à l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain, ce qui a donné lieu à la conversion des bilans des filiales étrangères à des taux plus élevés et, par conséquent, à l'augmentation de la valeur en dollars canadiens des éléments du bilan.

SUIVI SUR CERTAINS ÉLÉMENTS PRÉCIS FAISANT L'OBJET D'UNE ANALYSE

Pour une analyse relative aux arrangements hors bilan, aux garanties, aux opérations entre apparentés, aux normes comptables, au plan de conversion aux IFRS terminé, aux conventions comptables critiques, au recours à des estimations comptables ainsi qu'aux risques et incertitudes, nous vous invitons à prendre note des commentaires contenus dans le rapport annuel 2011 (pages 20 à 28 du rapport de gestion), ainsi qu'à la note 18 des états financiers intermédiaires résumés du premier trimestre terminé le 30 juin 2011.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Le chef de la direction et le chef des finances sont responsables d'établir et de maintenir les contrôles et procédures de communication de l'information. Les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société est communiquée à la direction en temps opportun, afin que l'information devant être présentée en vertu de la législation sur les valeurs mobilières soit constatée, traitée, résumée et présentée dans les délais précisés dans cette législation.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le chef de la direction et le chef des finances sont responsables d'établir et de maintenir le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière. Le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière est conçu pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Le chef de la direction et le chef des finances, conjointement avec la direction, ont conclu, après avoir procédé à une évaluation, et au meilleur de leur connaissance, qu'il n'y a eu, au 30 septembre 2011, aucune modification du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière qui ait pu avoir une incidence importante, ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante, sur le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière.

INFORMATION SECTORIELLE

Secteur Produits laitiers CEA

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2012		2011				2010[1]	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Revenus	**1 032,5**	970,2	921,2	995,2	993,8	927,0	876,5	960,2
BAIIA	**135,7**	125,3	113,0	126,0	132,8	122,1	117,7	115,4

[1] Selon les PCGRC

Principaux facteurs ayant une incidence positive (négative) sur le BAIIA[1]

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2012		2011	
	T2	T1	T4	T3
Facteurs du marché[2]	**3,0**	3,0	1,0	2,0

[1] Comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

[2] Les facteurs du marché comprennent l'incidence des prix du marché international sur les ventes d'ingrédients laitiers.

Revenus

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2011, les revenus du Secteur Produits laitiers CEA ont totalisé 1,033 milliard de dollars, en hausse de 38,7 millions de dollars comparativement à 993,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse découle essentiellement des prix de vente plus élevés en raison de l'augmentation du coût du lait au Canada et en Argentine, de l'accroissement des volumes de ventes en Argentine, ainsi que des conditions favorables du marché des ingrédients laitiers. Ces facteurs ont contrebalancé la baisse des volumes de ventes, principalement dans la catégorie du lait nature au Canada, en raison d'une diminution de la consommation de lait. Par ailleurs, la hausse des volumes de ventes découlant de nos activités en Europe a légèrement contribué à l'augmentation des revenus par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours du trimestre, l'appréciation du dollar canadien par rapport au peso argentin a entraîné une baisse des revenus d'environ 13 millions de dollars.

Depuis le début de l'exercice, les revenus du Secteur Produits laitiers CEA ont totalisé 2,003 milliards de dollars, en hausse de 81,9 millions de dollars comparativement à 1,921 milliard de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse découle essentiellement des prix de vente plus élevés en raison de l'augmentation du coût du lait au Canada et en Argentine, de l'accroissement des volumes de ventes en Argentine, ainsi que des conditions favorables du marché des ingrédients laitiers. Ces hausses ont été en partie contrebalancées par la diminution des volumes de ventes au Canada. L'appréciation du dollar canadien par rapport au peso argentin a entraîné une baisse des revenus d'environ 22 millions de dollars.

BAIIA

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2011, le BAIIA s'est chiffré à 135,7 millions de dollars, en hausse de 2,9 millions de dollars ou 2,2 % comparativement à 132,8 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Dans la Division Produits laitiers (Canada), les conditions favorables du marché des ingrédients laitiers de même qu'un gain d'environ 2 millions de dollars lié à la vente d'immobilisations ont compensé l'incidence négative de la diminution des volumes de ventes et de la hausse du coût de l'essence et d'autres coûts, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2011, le BAIIA de la Division Produits laitiers (Europe) est demeuré stable par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Le BAIIA de la Division Produits laitiers (Argentine) a augmenté au cours des périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2011, principalement grâce à des prix de vente favorables et à l'augmentation des volumes de ventes, en particulier sur le marché d'exportation.

Depuis le début de l'exercice, le BAIIA s'est établi à 261,1 millions de dollars, en hausse de 6,1 millions de dollars comparativement à 255,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est attribuable à des prix de vente favorables et à l'augmentation des volumes de ventes en Argentine, en particulier sur le marché d'exportation, ainsi qu'aux conditions plus favorables du marché des ingrédients laitiers, ce qui a compensé l'incidence négative de la diminution des volumes de ventes et de la hausse du coût de l'essence et d'autres coûts au Canada.

Secteur Produits laitiers USA

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2012		2011				2010[1]	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Revenus	**723,7**	636,5	528,2	502,9	519,1	474,3	472,2	498,1
BAIIA	**74,4**	80,8	81,4	61,5	73,9	65,0	55,2	63,7

[1] Selon les PCGRC

Principaux facteurs ayant une incidence positive (négative) sur le BAIIA[1]

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2012		2011	
	T2	T1	T4	T3
Facteurs du marché[2]	**(13,0)**	10,0	30,0	(17,0)
Taux de change du dollar américain	**(5,0)**	(5,0)	(5,0)	(3,0)
Réduction de valeur des stocks	**–**	–	(3,0)	–

[1] Comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

[2] Les facteurs du marché comprennent le prix moyen du bloc par livre de fromage et son incidence sur l'absorption des frais fixes et sur la réalisation des stocks, l'incidence de la relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, ainsi que l'incidence des prix du marché sur les ventes d'ingrédients laitiers.

Autres informations pertinentes

(en dollars américains, sauf le taux de change moyen)

Exercices	2012		2011		
	T2	T1	T4	T3	T2
Prix moyen du bloc par livre de fromage	**2,006**	1,736	1,695	1,590	1,571
Prix de clôture du bloc[1] par livre de fromage	**1,720**	2,130	1,625	1,340	1,760
Prix de marché moyen du lactosérum[2] par livre	**0,590**	0,520	0,450	0,390	0,380
Écart[3]	**0,040**	0,094	0,126	0,116	0,118
Taux de change moyen du dollar américain par rapport au dollar canadien[4]	**0,976**	0,969	0,986	1,014	1,039

[1] Le prix de clôture du bloc correspond au prix d'un bloc de fromage cheddar de 40 livres transigé sur la Chicago Mercantile Exchange (CME) le dernier jour ouvrable de chaque trimestre.

[2] Le prix de marché moyen de la poudre de lactosérum est basé sur les informations publiées par le Dairy Market News.

[3] L'écart correspond au prix moyen du bloc par livre de fromage moins le résultat du coût moyen par cent livres de lait de catégorie III et/ou de catégorie 4b divisé par 10.

[4] Selon l'information publiée par la Banque du Canada.

Revenus

Les revenus du Secteur Produits laitiers USA se sont chiffrés à 723,7 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 septembre 2011, en hausse de 204,6 millions de dollars comparativement à 519,1 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'acquisition de DCI conjuguée aux revenus additionnels découlant des conditions plus favorables du marché des ingrédients laitiers et à une légère augmentation des volumes de ventes, a donné lieu à une hausse des revenus d'environ 150 millions de dollars pour le trimestre. Une augmentation de 0,44 $ US du prix moyen du bloc par livre de fromage par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent a donné lieu à une hausse des revenus d'environ 93 millions de dollars. L'appréciation du dollar canadien a entraîné une baisse des revenus d'environ 38 millions de dollars.

Depuis le début de l'exercice, les revenus ont totalisé 1,360 milliard de dollars, en hausse de 366,9 millions de dollars comparativement à 993,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les revenus tirés de l'acquisition de DCI, une légère augmentation des volumes de ventes et les conditions plus favorables du marché des ingrédients laitiers ont donné lieu à une hausse des revenus d'environ 271 millions de dollars. Une augmentation du prix moyen du bloc par livre de fromage a également fait augmenter les revenus d'environ 166 millions de dollars. L'appréciation du dollar canadien a entraîné une baisse des revenus d'environ 70 millions de dollars.

BAIIA

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2011, le BAIIA s'est établi à 74,4 millions de dollars, en hausse de 0,5 million de dollars ou 0,7 % comparativement à 73,9 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les initiatives entreprises au cours des exercices précédents et de l'exercice considéré relativement à l'efficience opérationnelle de même que l'acquisition de DCI ont contrebalancé la hausse du coût de l'essence et d'autres coûts d'exploitation, y compris les coûts plus élevés du lait en raison de l'incidence négative de la nouvelle formule d'établissement du prix du lait en Californie. Ces facteurs combinés ont donné lieu à une augmentation du BAIIA d'environ 19 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Une augmentation de 0,44 $ US du prix moyen du bloc par livre de fromage par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent a eu une incidence favorable sur l'absorption des frais fixes. Malgré une hausse du prix moyen du bloc par livre de fromage au cours du trimestre, le prix du bloc a affiché une baisse constante vers la fin du trimestre, ce qui a eu une incidence négative sur la réalisation des stocks et entraîné une relation moins favorable entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Enfin, la hausse du BAIIA est attribuable aux conditions plus favorables du marché des ingrédients laitiers par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Ces facteurs du marché combinés ont eu une incidence défavorable d'environ 13 millions de dollars sur le BAIIA. L'appréciation du dollar canadien a entraîné une baisse du BAIIA d'environ 5 millions de dollars.

Depuis le début de l'exercice, le BAIIA s'est chiffré à 155,3 millions de dollars, en hausse de 16,5 millions de dollars comparativement à 138,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation du BAIIA découlant des initiatives entreprises au cours des exercices précédents et de l'exercice considéré relativement à l'efficience opérationnelle de même que l'acquisition de DCI a plus que contrebalancé la hausse du coût de l'essence et des coûts d'exploitation, y compris les coûts plus élevés du lait en raison de l'incidence négative de la nouvelle formule d'établissement du prix du lait en Californie. Ces facteurs combinés se sont traduits par une hausse du BAIIA d'environ 30 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2011, les facteurs du marché ont entraîné une diminution du BAIIA d'environ 3 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'appréciation du dollar canadien a entraîné une baisse du BAIIA d'environ 10 millions de dollars.

Secteur Produits d'épicerie

(en millions de dollars CAD)

Exercices	**2012**		2011				2010[1]	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Revenus	**35,2**	32,3	31,9	36,8	37,8	34,9	35,5	39,0
BAIIA	**2,9**	3,4	0,1	3,6	4,7	4,2	2,6	4,3

[1] Selon les PCGRC

Revenus

Les revenus du Secteur Produits d'épicerie ont totalisé 35,2 millions de dollars pour le trimestre, soit une baisse de 2,6 millions de dollars comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette baisse découle principalement de la diminution des volumes de ventes dans l'ensemble des régions.

Depuis le début de l'exercice, les revenus ont totalisé 67,5 millions de dollars, soit une baisse de 5,2 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

BAIIA

Le BAIIA du Secteur Produits d'épicerie s'est élevé à 2,9 millions de dollars, soit une baisse de 1,8 million de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette baisse découle de l'augmentation des coûts des ingrédients et de la diminution des volumes de ventes, ce qui a neutralisé l'efficience des processus de fabrication.

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2011, le BAIIA s'est élevé à 6,3 millions de dollars, soit une baisse de 2,6 millions de dollars comparativement à 8,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse découle de l'augmentation des coûts des ingrédients et de la diminution des volumes de ventes, ce qui a neutralisé l'efficience des processus de fabrication.

PERSPECTIVES

La Division Produits laitiers (Canada) poursuit ses efforts visant à récupérer la perte de volume affichée dans la catégorie du lait nature au cours des six premiers mois de l'exercice, et continue de mettre l'accent sur l'optimisation des avantages qui peuvent être tirés du regroupement des activités de fabrication et de distribution dans la grande région de Toronto, comme il a été annoncé à la fin de l'exercice 2010. La Division poursuit sa stratégie d'investissement dans les catégories de produits offrant un potentiel de croissance, notamment la catégorie des fromages de spécialité. Enfin, la Division continue d'évaluer l'ensemble de ses activités dans le but d'améliorer l'efficience opérationnelle.

La Division Produits laitiers (Europe) poursuivra ses efforts en vue d'accroître les volumes de ventes et d'obtenir un approvisionnement en lait à des prix concurrentiels par rapport au prix de vente du fromage.

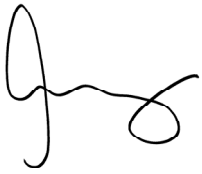
La Division Produits laitiers (Argentine) s'efforcera de maintenir le niveau actuel des volumes de ventes sur les marchés d'exportation, tout en tentant d'atténuer l'incidence de l'augmentation du coût de la matière première, le lait, et de demeurer concurrentielle en ce qui a trait au prix de vente du fromage. La Division poursuivra également ses efforts visant à accroître ses volumes de ventes sur le marché national.

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2012, le comité conjoint sur les plans de stabilisation et de marketing de la Californie a rendu sa décision sur les modifications proposées à la formule établissant le prix du lait de catégorie 4b. À compter du 1er septembre 2011, le facteur du lactosérum utilisé dans la formule établissant le prix du lait variera en fonction de l'évolution du marché du lactosérum. Avant cette décision, le facteur du lactosérum était fixe. Si la formule d'établissement du prix révisée avait été en vigueur depuis le début de l'exercice, l'incidence négative sur le BAIIA se serait chiffrée à environ 6 millions de dollars US pour la période allant du 1er avril 2011 au 31 août 2011, selon les prix du marché du lactosérum en vigueur au cours de cette période. Au cours des prochains trimestres, la Division Produits laitiers (USA) s'efforcera de mettre en œuvre diverses mesures afin d'atténuer l'incidence négative de cette décision. La Division continuera de mettre l'accent sur l'amélioration de l'efficience opérationnelle, ainsi que sur l'évaluation des occasions liées à l'acquisition de DCI complétée récemment. La Division continuera de surveiller les marchés des produits laitiers et de prendre les mesures nécessaires pour favoriser la croissance des activités. La Division continuera également à promouvoir ses principales marques de détail ainsi qu'à améliorer son portefeuille de produits de restauration existant.

Le Secteur Produits d'épicerie continuera de mettre l'accent sur l'augmentation des volumes de ventes et sur le développement des ventes aux États-Unis.

La Société a l'intention de racheter, dans le cadre d'un programme de rachat dans le cours normal des activités (programme de rachat), à des fins d'annulation, jusqu'à concurrence de 10 030 630 actions ordinaires, ce qui représente environ 5 % de ses actions ordinaires émises et en circulation au 31 octobre 2011. Ces rachats seront effectués en conformité avec la réglementation applicable sur une période de 12 mois commençant le 15 novembre 2011 et prenant fin le 14 novembre 2012, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation. La contrepartie payée par la Société pour toutes les actions ordinaires rachetées en vertu du programme de rachat sera versée en espèces au cours du marché de ces actions au moment de l'acquisition. Dans le cadre du programme de rachat, la Société a établi un régime de rachat automatique qui lui permet d'établir des instructions standards quant à la manière dont les actions ordinaires seront rachetées au cours des périodes de restriction sur les transactions qu'elle s'impose. La Société estime que le rachat de ses propres actions peut, en certaines circonstances appropriées, constituer un investissement responsable des fonds disponibles.

Nous visons toujours à accroître continuellement l'efficience de nos activités et à renforcer notre croissance, tant à l'interne qu'au moyen d'acquisitions.



Lino Saputo
Président du conseil

Lino A. Saputo, Jr.
Président et chef de la direction
et vice-président du conseil

Le 9 novembre 2011

AVIS
Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de Saputo inc. pour les périodes de trois et six mois terminées les 30 septembre 2011 et 2010 n'ont pas fait l'objet d'un examen par un auditeur externe.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES RÉSULTATS

(en milliers de dollars CAD, sauf les données par action)
(non audités)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre		**Pour les périodes de six mois terminées les 30 septembre**	
	2011	2010	**2011**	2010
Revenus	**1 791 407 $**	1 550 741 $	**3 430 402 $**	2 986 889 $
Coûts d'opération, excluant l'amortissement (notes 5 et 16)	**1 578 340**	1 339 379	**3 007 707**	2 584 213
Bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts sur les bénéfices	**213 067**	211 362	**422 695**	402 676
Amortissement (notes 7 et 16)	**24 972**	26 505	**49 581**	52 852
Bénéfice d'exploitation	**188 095**	184 857	**373 114**	349 824
Intérêts sur la dette à long terme	**5 791**	5 846	**11 510**	11 648
Autres charges financières (note 14)	**2 753**	(369)	**3 300**	448
Bénéfice, avant impôts sur les bénéfices	**179 551**	179 380	**358 304**	337 728
Impôts sur les bénéfices (note 16)	**52 471**	53 577	**104 658**	100 207
Bénéfice net	**127 080 $**	125 803 $	**253 646 $**	237 521 $
Résultat par action (note 11)				
Bénéfice net				
De base	**0,63 $**	0,60 $	**1,25 $**	1,14 $
Dilué	**0,61 $**	0,60 $	**1,22 $**	1,13 $

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de dollars CAD)
(non audités)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Pour les périodes de six mois terminées les 30 septembre	
	2011	2010	**2011**	2010
Bénéfice net	**127 080 $**	125 803 $	**253 646 $**	237 521 $
Autres éléments du résultat global :				
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger	**108 110**	(36 458)	**97 825**	8 726
Total des autres éléments du résultat global	**108 110**	(36 458)	**97 825**	8 726
Résultat global	**235 190 $**	89 345 $	**351 471 $**	246 247 $

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars CAD, sauf les données par action)
(non audités)

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2011

	Capital-actions		Réserves				
	Actions ordinaires (en milliers)	Montant	Conversion des devises étrangères	Rémunération à base d'actions	Total des réserves	Bénéfices non répartis	**Total des capitaux propres**
Solde au début de la période	203 830	617 675 $	(60 930) $	33 384 $	(27 546) $	1482 506 $	2 072 635 $
Résultat net	-	-	-	-	-	253 646	253 646
Autres éléments du résultat global	-	-	97 825	-	97 825	-	97 825
Résultat global							351471
Dividendes déclarés	-	-	-	-	-	(71040)	(71040)
Rémunération à base d'actions (note 10)	-	-	-	4 454	4 454	-	4 454
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	724	15 550	-	-	-	-	15 550
Montant transféré de la réserve au capital-actions à l'exercice des options	-	3 020	-	(3 020)	(3 020)	-	-
Économie d'impôts excédentaire découlant de l'excédent du montant déductible sur le coût de rémunération comptabilisé	-	-	-	520	520	-	520
Actions rachetées et annulées	(3 480)	(10 778)	-	-	-	(132 144)	(142 922)
Actions rachetées et non annulées	(167)	(520)	-	-	-	(6 406)	(6 926)
Solde à la fin de la période	200 907	624 947 $	36 895 $	35 338 $	72 233 $	1526 562 $	2 223 742 $

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2010

	Capital-actions		Réserves				
	Actions ordinaires (en milliers)	Montant	Conversion des devises étrangères	Rémunération à base d'actions	Total des réserves	Bénéfices non répartis	**Total des capitaux propres**
Solde au début de la période	207 426	584 749 $	- $	32 681 $	32 681 $	1363 181 $	1980 611 $
Résultat net	-	-	-	-	-	237 521	237 521
Autres éléments du résultat global	-	-	8 726	-	8 726	-	8 726
Résultat global							246 247
Dividendes déclarés	-	-	-	-	-	(63 343)	(63 343)
Rémunération à base d'actions (note 10)	-	-	-	4 079	4 079	-	4 079
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	1254	22 269	-	-	-	-	22 269
Montant transféré de la réserve au capital-actions à l'exercice des options	-	5 587	-	(5 587)	(5 587)	-	-
Économie d'impôts excédentaire découlant de l'excédent du montant déductible sur le coût de rémunération comptabilisé	-	-	-	1 190	1 190	-	1 190
Actions rachetées et annulées	(1737)	(5 010)	-	-	-	(53 863)	(58 873)
Actions rachetées et non annulées	(274)	(799)	-	-	-	(8 787)	(9 586)
Solde à la fin de la période	206 669	606 796 $	8 726 $	32 363 $	41089 $	1474 709 $	2 122 594 $

BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en milliers de dollars CAD)
(non audités)

	30 septembre 2011	31 mars 2011
ACTIF		
Actif courant		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**64 095 $**	77 491 $
Débiteurs	**509 122**	460 807
Stocks (note 4)	**725 097**	662 194
Impôts à recevoir	**1 196**	12 623
Frais payés d'avance et autres éléments d'actif	**42 895**	50 940
Placement de portefeuille (note 6)	**-**	27 743
	1 342 405	1 291 798
Immobilisations (notes 7 et 16)	**1 109 262**	1 079 083
Goodwill	**879 576**	843 862
Marques de commerce et autres actifs incorporels	**340 595**	339 038
Autres éléments d'actif	**20 549**	19 081
Impôts différés (note 16)	**6 353**	5 469
	3 698 740 $	3 578 331 $
PASSIF		
Passif courant		
Emprunts bancaires (note 8)	**172 465 $**	170 589 $
Créditeurs et charges à payer	**583 415**	573 779
Impôts à payer	**137 679**	198 638
	893 559	943 006
Dette à long terme (note 9)	**382 410**	378 480
Autres éléments de passif	**29 595**	32 727
Impôts différés (note 16)	**169 434**	151 483
	1 474 998	1 505 696
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions	**624 947**	617 675
Réserves	**72 233**	(27 546)
Bénéfices non répartis	**1 526 562**	1 482 506
	2 223 742	2 072 635
	3 698 740 $	3 578 331 $

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars CAD)
(non audités)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Pour les périodes de six mois terminées les 30 septembre	
	2011	2010	**2011**	2010
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :				
Exploitation				
Bénéfice net	**127 080 $**	125 803 $	**253 646 $**	237 521 $
Éléments sans incidence sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie				
Rémunération à base d'actions	**2 314**	2 064	**4 454**	4 079
Intérêts et autres charges financières	**8 544**	5 477	**14 810**	12 096
Dépenses d'impôts sur les bénéfices	**52 471**	53 577	**104 658**	100 207
Amortissement	**24 972**	26 505	**49 581**	52 852
Gain sur la cession d'immobilisations	**(2 134)**	(14)	**(2 184)**	(66)
Unités d'actions différées	**749**	1 175	**2 025**	1 800
Excédent du financement des régimes des employés sur le coût	**(1 514)**	(63)	**(4 119)**	(933)
	212 482	214 524	**422 871**	407 556
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation	**8 804**	(25 875)	**(78 630)**	(64 646)
Trésorerie générée par les activités d'exploitation	**221 286**	188 649	**344 241**	342 910
Intérêts payés	**(619)**	(415)	**(12 524)**	(12 694)
Impôts sur les bénéfices payés	**(46 219)**	(25 916)	**(142 356)**	(52 831)
Trésorerie nette générée par les activités d'exploitation	**174 448**	162 318	**189 361**	277 385
Investissement				
Acquisition d'entreprise	**-**	-	**(2 797)**	-
Produit sur la cession du placement de portefeuille	**-**	-	**27 720**	-
Ajouts aux immobilisations	**(24 363)**	(28 828)	**(44 424)**	(60 166)
Produit sur la cession d'immobilisations	**12 107**	4 409	**12 223**	5 368
Autres éléments d'actif et de passif	**428**	(2 282)	**(284)**	2 786
	(11 828)	(26 701)	**(7 562)**	(52 012)
Financement				
Emprunts bancaires	**68 826**	(3 961)	**(4)**	(31 151)
Émission de capital-actions	**1 736**	16 350	**15 550**	22 269
Rachat de capital-actions	**(122 088)**	(58 873)	**(142 922)**	(58 873)
Dividendes	**(71 040)**	(63 343)	**(71 040)**	(63 343)
	(122 566)	(109 827)	**(198 416)**	(131 098)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**40 054**	25 790	**(16 617)**	94 275
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	**4 806**	(837)	**3 221**	(2)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	**19 235**	124 139	**77 491**	54 819
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	**64 095 $**	149 092 $	**64 095 $**	149 092 $

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars CAD, sauf pour les données sur les options et les actions)
(non audités)

NOTE 1 INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

Saputo Inc. est une société publique incorporée et domiciliée au Canada. Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole « SAP ». La Société produit, met en marché et distribue une vaste gamme de produits laitiers au Canada, aux États-Unis, en Argentine et en Europe ainsi que des produits de boulangerie au Canada. L'adresse du siège social de la Société est le 6869 boulevard Métropolitain Est, St-Léonard, Québec, Canada, H1P 1X8. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés (« états financiers ») de la Société pour la période terminée le 30 septembre 2011 comprennent les résultats financiers de la Société et de ses filiales.

Le Conseil d'administration a approuvé, le 9 novembre 2011, la publication des états financiers pour la période se terminant le 30 septembre 2011.

NOTE 2 MODE DE PRÉSENTATION

Déclaration de conformité

Les états financiers de la Société ont été préparés conformément à IAS 34 – Information financière intermédiaire, tel que publiée par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), et conformément à IFRS 1 – Première application des Normes internationales d'information financière. Conséquemment, certaines divulgations habituellement requises dans la préparation d'un rapport annuel conformément aux IFRS ont été omises ou résumées. Les conventions comptables de la Société appliquées en raison du passage aux IFRS et de l'application des choix de IFRS 1 dans le but de convertir les données selon les principes comptables généralement reconnues du Canada (« PCGRC ») vers IFRS ont été présentées dans les états financiers non audités pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2011. Les conventions comptables et les exemptions permises selon IFRS 1 sont les mêmes que celles présentées antérieurement dans les états financiers du 30 juin 2011. Ces conventions comptables ont été appliquées uniformément pour toutes les périodes présentées dans les états financiers et ont, conséquemment, été appliquées par toutes les entités consolidées.

Les derniers états financiers annuels publiés par la Société ont été préparés selon les PCGRC, lesquels diffèrent sur plusieurs aspects par rapport aux exigences des normes IFRS actuelles. Conséquemment, la Société a modifié certaines de ses conventions comptables de façon à respecter les IFRS et à divulguer certains renseignements considérés nécessaires à la compréhension des états financiers.

Base de mesure

Les états financiers de la Société ont été préparés sur la base de continuité de l'exploitation et en appliquant le principe du coût historique, à l'exception de :

- tous les instruments financiers dérivés, qui sont évalués à la juste valeur,
- le placement de portefeuille, qui était évalué à la juste valeur,
- les obligations liées au régime d'octroi d'unités d'actions différées, qui sont évaluées à la juste valeur,
- les obligations liées aux régimes de retraite des employés, qui ont été évaluées en conformité avec IAS 19 - Avantages du personnel.

Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les états financiers de la Société sont présentés en dollars canadiens, étant aussi la monnaie fonctionnelle de la Société. Toutes les informations financières ont été arrondies au millier le plus près, sauf indication contraire.

NOTE 3 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Pour des informations sur les impacts des conventions comptables amendées, vous référer à la note 16 des états financiers du présent rapport et à la note 18 des états financiers de la Société pour le premier trimestre se terminant le 30 juin 2011.

RECOURS À DES ESTIMATIONS ET JUGEMENTS DANS L'APPLICATION DES CONVENTIONS COMPTABLES
Dans certains cas, la préparation des états financiers de la Société demande à la direction de faire preuve de jugement et d'établir des estimations sur des transactions et des valeurs comptables qui seront réalisées dans le futur. Ces jugements et estimations sont volatiles de par leur nature et sont périodiquement révisés par la direction. Des estimations et jugements sont nécessaires dans :

- l'établissement des provisions pour mauvaises créances,
- l'établissement des provisions,
- les traitements comptables des regroupements d'entreprises,
- la sélection des durées d'utilité, des taux et des méthodes comptables lors d'acquisitions d'immobilisations,
- les tests de perte de valeur des goodwills et autres actifs incorporels et des immobilisations,
- la mesure des avantages sociaux des employés.

Une analyse complète des estimations et jugements qui pourraient avoir une importance significative sur les états financiers est présentée dans les états financiers de la Société pour le premier trimestre se terminant le 30 juin 2011.

INCIDENCE DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ MISES EN OEUVRE
L'IASB a procédé à de nombreuses révisions dans le cadre de ses projets d'amélioration continue. Un sommaire des normes significatives modifiées et une analyse des changements suivent.

IFRS 9 - Instruments financiers
Cette nouvelle norme sera applicable pour les périodes terminées le 1er janvier 2013 ou après et détaille les critères de mesure et de constatation dans l'identification et l'enregistrement d'actifs et de passifs financiers. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers.

IFRS 10 - États financiers consolidés
Cette nouvelle norme sera applicable pour les périodes terminées le 1er janvier 2013 ou après et remplacera les sections traitant de la consolidation de la norme IAS 27 - États financiers consolidés et individuels. IFRS 10 établit les principes pour la préparation et la présentation d'états financiers consolidés. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers.

IFRS 12 - Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités
Cette nouvelle norme établit les exigences de divulgation des intérêts détenus dans d'autres entités et est applicable pour les périodes terminées le 1er janvier 2013 ou après. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers.

IFRS 13 - Évaluation à la juste valeur
Cette nouvelle norme établit un cadre unique pour l'évaluation de la juste valeur et est applicable à compter du 1er janvier 2013. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers.

IAS 1 - Présentation des états financiers
Des modifications à IAS 1 sont survenues afin de refléter les nouvelles exigences sur la présentation des bénéfices et des autres éléments du résultat global dans leur état respectif. Ces modifications sont effectives pour les périodes annuelles débutant le 1er juillet 2012 ou après. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de ces nouvelles exigences comptables sur ses états financiers.

IAS 19 - Avantages du personnel
L'IASB a modifié cette norme de façon à éliminer l'option de différer la constatation des gains et pertes, pour améliorer la présentation des risques qui sont assumés par une société qui offre un régime de retraite à prestations déterminées à ses employés et pour améliorer la présentation des changements dans les actifs et passifs résultant des réévaluations aux régimes de retraite à prestations déterminées devant être présentées dans les autres éléments du résultat étendu. Ces révisions sont applicables pour les exercices financiers débutant le 1er janvier 2013 ou après. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme révisée sur ses états financiers.

NOTE 4 STOCKS

	30 septembre 2011	31 mars 2011
Produits finis	**476 706 $**	451 959 $
Matières premières, produits en cours et fournitures	**248 391**	213 235
Perte de valeur des stocks	**-**	(3 000)
	725 097 $	662 194 $

NOTE 5 COÛTS D'OPÉRATION, EXCLUANT L'AMORTISSEMENT

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre		**Pour les périodes de six mois terminées les 30 septembre**	
	2011	2010	**2011**	2010
Variations des inventaires de produits finis et de produits en cours	**(2 834) $**	15 618 $	**(46 795) $**	(25 310) $
Matières premières et consommables utlisés	**1 281 408**	1 038 375	**2 471 269**	2 051 501
Perte (gain) sur change	**80**	(512)	**(41)**	141
Avantages sociaux	**163 846**	153 356	**324 012**	306 176
Frais de vente	**58 794**	55 770	**123 548**	114 408
Autres frais généraux et d'administration	**77 046**	76 772	**135 714**	137 297
Coûts d'opération totaux	**1 578 340 $**	1 339 379 $	**3 007 707 $**	2 584 213 $

NOTE 6 PLACEMENT DE PORTEFEUILLE

La Société détenait une participation en actions de 21 % dans Dare Holdings Ltd. (Dare) qui était comptabilisée comme un placement de portefeuille. Le 30 juin 2010, la Société a exercé son option demandant à ce que les actions qu'elle détenait dans Dare soient rachetées à leur juste valeur marchande conformément aux termes de la convention d'actionnaires établie entre les parties. L'évaluateur a soumis son rapport en regard de la juste valeur marchande des actions en mai 2011 et les actions de la Société ont été rachetées pour 27 720 000 $ le 17 juin 2011 sur une base sans préjudice. La Société a intenté des procédures judiciaires pour contester la valeur à laquelle ses actions ont été rachetées.

NOTE 7 IMMOBILISATIONS

	Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2011					
	Terrain	**Bâtiments**	**Mobilier, machinerie et équipement**	**Matériel roulant**	**Destinées à la vente**	**Total**
Coût						
Au 31 mars 2011	**35 543 $**	**394 883 $**	**1 295 769 $**	**7 538 $**	**11 917 $**	**1 745 650 $**
Ajouts	**-**	**4 496**	**39 864**	**64**	**-**	**44 424**
Cessions	**-**	**(15)**	**(2 401)**	**(228)**	**(11 917)**	**(14 561)**
Ajustements de conversions étrangères	**840**	**14 412**	**49 952**	**17**	**-**	**65 221**
Au 30 septembre 2011	**36 383 $**	**413 776 $**	**1 383 184 $**	**7 391 $**	**- $**	**1 840 734 $**
Amortissement cumulé						
Au 31 mars 2011	**-**	**125 405**	**533 674**	**5 353**	**2 135**	**666 567**
Amortissement cumulé	**-**	**6 765**	**39 870**	**404**	**-**	**47 039**
Cessions	**-**	**(3)**	**(2 206)**	**(178)**	**(2 135)**	**(4 522)**
Ajustements de conversions étrangères	**-**	**3 990**	**18 388**	**10**	**-**	**22 388**
Au 30 septembre 2011	**- $**	**136 157 $**	**589 726 $**	**5 589 $**	**- $**	**731 472 $**
Valeur nette comptable au 30 septembre 2011	**36 383 $**	**277 619 $**	**793 458 $**	**1 802 $**	**- $**	**1 109 262 $**

	Pour l'exercice terminé le 31 mars 2011					
	Terrain	Bâtiments	Mobilier, machinerie et équipement	Matériel roulant	Destinées à la vente	Total
Coût						
Au 1er avril 2010	38 920 $	382 480 $	1 242 504 $	13 117 $	6 008 $	1 683 029 $
Acquisition d'entreprise	-	4 620	6 180	-	-	10 800
Ajouts	-	12 891	99 000	209	-	112 100
Cessions	-	-	(13 081)	(5 682)	(6 008)	(24 771)
Transferts	(2 887)	(9 030)	-	-	11 917	-
Ajustements de conversions étrangères	(490)	3 922	(38 834)	(106)	-	(35 508)
Au 31 mars 2011	35 543 $	394 883 $	1 295 769 $	7 538 $	11 917 $	1 745 650 $
Amortissement cumulé						
Au 1er avril 2010	-	111 145	469 777	8 412	-	589 334
Amortissement cumulé	-	15 064	84 927	877	-	100 868
Cessions	-	-	(14 785)	(3 904)	-	(18 689)
Transferts	-	(2 135)	-	-	2 135	-
Ajustements de conversions étrangères	-	1 331	(6 245)	(32)	-	(4 946)
Au 31 mars 2011	- $	125 405 $	533 674 $	5 353 $	2 135 $	666 567 $
Valeur nette comptable au 31 mars 2011	35 543 $	269 478 $	762 095 $	2 185 $	9 782 $	1 079 083 $

La valeur comptable nette des immobilisations en cours de construction totalisait 62 476 000 $ au 30 septembre 2011 (38 056 000 $ au 31 mars 2011).

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2011, un gain sur la cession d'immobilisations destinées à la vente de 2 095 000 $ a été constaté dans les coûts d'opération excluant l'amortissement.

NOTE 8 EMPRUNTS BANCAIRES

La Société dispose de facilités de crédit bancaire lui permettant d'obtenir des emprunts bancaires non garantis comme suit :

		Disponible pour utilisation			Montant utilisé	
Facilités de crédit	**Échéance**	**Équivalent en devise canadienne**	**Devise de base**		**30 septembre 2011**	31 mars 2011
Amérique du Nord-Devise US	[1]Décembre 2012	157 230	150 000	USD	**26 959 $**	9 015 $
Amérique du Nord-Devise CAD	[1]Décembre 2012	387 834	370 000	USD	**114 000**	135 000
Argentine	[2]Annuelle	85 973	366 000	ARS	**25 157**	23 270
Allemagne	[3]Annuelle	6 986	5 000	EUR	**5 686**	3 304
Royaume-Uni	[3]Annuelle	11362	7 000	BPS	**663**	-
		649 385			**172 465 $**	170 589 $

Portent mensuellement intérêt à des taux variant entre le taux préférentiel des prêteurs majorés jusqu'à un maximum de 0,25 % ou le taux LIBOR ou le taux des acceptations bancaires majorés de 0,50 % jusqu'à un maximum de 1,125 %, selon un ratio financier de la Société.
[2] Portent mensuellement intérêt au taux local et peuvent être utilisées en ARS ou en dollar US.
[3] Portent mensuellement intérêt au taux de base majoré de 1,50 % ou LIBOR-EURIBOR majoré de 1,50 %.

NOTE 9 DETTE À LONG TERME

	30 septembre 2011	31 mars 2011
Effets de premier rang non garantis[1]		
8,41 %, émis en novembre 1999 et échéant en novembre 2014 (50 000 000 $ US)	**52 410 $**	48 480 $
5,34 %, émis en juin 2009 et échéant en juin 2014	**110 000**	110 000
5,82 %, émis en juin 2009 et échéant en juin 2016	**220 000**	220 000
	382 410 $	378 480 $

Les paiements d'intérêts sont semi-annuels.

NOTE 10 CAPITAL ACTIONS

Régime d'option d'achat d'actions
La Société offre un régime d'options d'achat d'actions visant l'achat d'actions ordinaires par des employés clés et des dirigeants de la Société. Le nombre total d'actions ordinaires pouvant être émises en vertu du régime ne peut dépasser 22 749 130 actions. Au 30 septembre 2011, 22 025 440 actions ordinaires peuvent être émises en vertu de ce régime. Le prix d'exercice de chaque option octroyée avant le 31 juillet 2007 correspond au cours de clôture des actions de la Société la journée précédant la date d'octroi. Après cette date, les options octroyées peuvent être exercées à un prix qui ne peut être inférieur à la moyenne pondérée du cours des actions pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'octroi. Les options sont acquises à raison de 20 % par année et expirent dix ans après la date de leur octroi.

Le nombre d'options en circulation a varié de la façon suivante :

	30 septembre 2011		30 septembre 2010	
	Nombre d'options	**Prix d'exercice moyen pondéré**	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début de la période	**8 674 238**	**22,62 $**	9 413 750	20,13 $
Options octroyées	**1 244 780**	**43,22 $**	1 753 233	29,32 $
Options levées	**(723 690)**	**21,49 $**	(1 254 582)	17,75 $
Options annulées	**(119 984)**	**22,76 $**	(126 978)	21,12 $
Solde à la fin de la période	**9 075 344**	**25,46 $**	9 785 423	22,07 $

Le prix d'exercice des options octroyées durant l'exercice 2012 est de 43,22 $, ce qui correspond à la moyenne pondérée du cours des actions sur le marché pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'octroi (29,32 $ pour l'exercice 2011).

La juste valeur moyenne des options octroyées durant l'exercice 2012 a été estimée à 8,96 $ par option (6,28 $ pour l'exercice 2011) au moyen du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

	30 septembre 2011	31 mars 2011
Moyenne pondérée :		
Taux d'intérêt sans risque	**2,65%**	2,70%
Durée prévue des options	**5 ans**	5 ans
Volatilité	**21,66%**	23,96%
Taux de dividendes	**1,24%**	1,70%

Le pourcentage de volatilité est calculé à partir des prix historiques des actions sur la durée moyenne prévue des options de chaque tranche ayant une durée moyenne prévue de cinq ans.

Une charge de rémunération de 2 314 000 $ (2 048 000 $ après impôts) et de 4 454 000 $ (3 944 000 $ après impôts) relative aux options d'achat d'actions a été comptabilisée dans l'état des résultats pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2011, respectivement. Une charge de rémunération de 2 064 000 $ (1 854 000 $ après impôts) et 4 079 000 $ (3 660 000 $ après impôts) pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2010, respectivement.

NOTE 11 RÉSULTAT PAR ACTION

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Pour les périodes de six mois terminées les 30 septembre	
	2011	2010	**2011**	2010
Bénéfice net	**127 080 $**	125 803 $	**253 646 $**	237 521 $
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	**202 764 706**	207 121 998	**203 307 448**	207 392 139
Options dilutives	**3 618 019**	3 020 088	**3 868 083**	2 399 282
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation	**206 382 725**	210 142 086	**207 175 531**	209 791 421
Résultat de base par action	**0,63 $**	0,60 $	**1,25 $**	1,14 $
Résultat dilué par action	**0,61 $**	0,60 $	**1,22 $**	1,13 $

Lors du calcul du résultat dilué par action pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2011, 1 230 855 options (aucune option pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2010) ont été exclues du calcul du résultat par action en raison de leur prix d'exercice supérieur à leur valeur de marché moyenne.

Les actions rachetées dans le cadre des programmes de rachat dans le cours normal des activités ont été exclues du calcul du résultat par action à la date de rachat.

NOTE 12 RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX

La Société offre des régimes de retraite à prestations déterminées et à cotisations déterminées ainsi que d'autres avantages sociaux comme l'assurance-maladie, l'assurance-vie et les soins dentaires à ses employés et retraités admissibles. Les obligations relatives aux régimes de retraite et aux autres régimes d'avantages sociaux sont touchées par divers facteurs, tels que les taux d'escompte, les ajustements découlant de modifications apportées aux régimes, les changements dans les hypothèses et les gains réalisés ou les pertes subies. Les coûts sont basés sur une évaluation des obligations relatives aux régimes de retraite et aux autres régimes d'avantages sociaux et des éléments d'actif du régime de retraite.

Le coût total des prestations est présenté dans le tableau qui suit :

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Pour les périodes de six mois terminées les 30 septembre	
	2011	2010	**2011**	2010
Charge au titre des régimes à prestations déterminées	**627 $**	903 $	**1 254 $**	1 806 $
Charge au titre des régimes à cotisations déterminées	**4 589**	4 560	**9 215**	8 849
Charge au titre des autres régimes d'avantages sociaux	**141**	146	**282**	292
	5 357 $	5 609 $	**10 751 $**	10 947 $

NOTE 13 INFORMATION SECTORIELLE

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Pour les périodes de six mois terminées les 30 septembre	
	2011	2010	**2011**	2010
Revenus[1]				
Produits laitiers				
CEA	**1 032 521 $**	993 839 $	**2 002 689 $**	1 920 828 $
USA	**723 728**	519 065	**1 360 257**	993 379
	1 756 249	1 512 904	**3 362 946**	2 914 207
Produits d'épicerie	**35 158**	37 837	**67 456**	72 682
	1 791 407 $	1 550 741 $	**3 430 402 $**	2 986 889 $
Bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts sur les bénéfices				
Produits laitiers				
CEA	**135 749 $**	132 818 $	**261 084 $**	254 967 $
USA	**74 437**	73 881	**155 283**	138 842
	210 186	206 699	**416 367**	393 809
Produits d'épicerie	**2 881**	4 663	**6 328**	8 867
	213 067 $	211 362 $	**422 695 $**	402 676 $
Amortissement				
Produits laitiers				
CEA	**13 126 $**	12 987 $	**25 980 $**	25 958 $
USA	**10 436**	12 132	**20 817**	24 122
	23 562	25 119	**46 797**	50 080
Produits d'épicerie	**1 410**	1 386	**2 784**	2 772
	24 972 $	26 505 $	**49 581 $**	52 852 $
Bénéfice d'exploitation				
Produits laitiers				
CEA	**122 623 $**	119 831 $	**235 104 $**	229 009 $
USA	**64 001**	61 749	**134 466**	114 720
	186 624	181 580	**369 570**	343 729
Produits d'épicerie	**1 471**	3 277	**3 544**	6 095
	188 095 $	184 857 $	**373 114 $**	349 824 $
Intérêts et autres charges financières	**8 544**	5 477	**14 810**	12 096
Bénéfice, avant impôts sur les bénéfices	**179 551**	179 380	**358 304**	337 728
Impôts sur les bénéfices	**52 471**	53 577	**104 658**	100 207
Bénéfice net	**127 080 $**	125 803 $	**253 646 $**	237 521 $

[1] Les revenus sont attribués aux pays où s'effectue la fabrication.

NOTE 14 AUTRES CHARGES FINANCIÈRES

	Pour les périodes de trois terminées les 30 septembre		Pour les périodes de six mois terminés les 30 septembre	
	2011	2010	**2011**	2010
Charges financières	**528 $**	218 $	**1 165 $**	1 116 $
Revenus financiers	**(35)**	(587)	**(125)**	(668)
Perte non réalisée sur une avance intersociétés libellée en devise étrangère	**2 260**	-	**2 260**	-
	2 753 $	(369) $	**3 300 $**	448 $

NOTE 15 DIVIDENDES

Durant la période de six mois terminée le 30 septembre 2011, la Société a payé des dividendes totalisant 71 039 528 $ ou 0,38 $ par action (63 342 904 $ ou 0,32 $ par action pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2010).

NOTE 16 TRANSITION AUX IFRS

Les états financiers de la Société pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2011 ont été préparés selon les IFRS et en appliquant les exigences de IAS 34 – Information financière intermédiaire. Les conventions comptables décrites à la note 3 des états financiers intermédiaires résumés (états financiers) du premier trimestre terminé le 30 juin 2011 ont été appliquées aux périodes actuelles et comparatives sous réserve des exceptions obligatoires et des exemptions acceptées par IFRS 1, telles que décrites à la note 18 de ses états financiers du premier trimestre.

RAPPROCHEMENTS DES PCGRC AUX IFRS

IFRS 1 exige d'une entité d'expliquer l'impact de la transition des PCGRC aux IFRS sur sa position financière, son résultat global et ses flux de trésorerie pour le bilan d'ouverture initial selon les IFRS (1er avril 2010), pour la période actuelle comparative (30 septembre 2010) et pour la fin d'année comparative (31 mars 2011). Se référer à la note 18 des états financiers du premier trimestre de la Société pour les réconciliations des impacts sur les soldes au 1er avril 2010 et au 31 mars 2011. Les informations suivantes présentent les rapprochements des PCGRC aux IFRS pour les périodes de trois (lorsque requis) et six mois terminées le 30 septembre 2010 :

RAPPROCHEMENT DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Réf.	**30 septembre 2010**
Capitaux propres - PCGRC		2 171 180 $
Ajustement - Avantages sociaux des employés	1	(89 091)
Dépense d'impôts différés	2	3 757
Différence permanente de 25 % sur actifs incorporels	2	(16 376)
Immobilisations - Regroupement par composantes	3	54 365
Écart de conversion	5	(1 241)
Capitaux propres - IFRS		2 122 594 $

NOTE 16 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

RAPPROCHEMENT DE L'ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS ET DU RÉSULTAT GLOBAL

	Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2010			
	PCGRC	Réf.	Ajustement	IFRS
Revenus	1 550 741 $		- $	1 550 741 $
Coûts d'opération, excluant l'amortissement	1 339 908	6	(529)	1 339 379
Bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts sur les bénéfices	210 833		529	211 362
Amortissement	26 218	3	287	26 505
Bénéfice d'exploitation	184 615		242	184 857
Intérêts sur la dette à long terme	5 846		-	5 846
Autres charges financières	(369)		-	(369)
Bénéfice, avant impôts sur les bénéfices	179 138		242	179 380
Impôts sur les bénéfices	53 656	7	(79)	53 577
Bénéfice net	125 482 $		321 $	125 803 $
Autres éléments du résultat global :				
Écarts de change découlant de la conversion des établissements étrangers	(36 523)	5	65	(36 458)
Total des autres éléments du résultat global	(36 523)		65	(36 458)
Résultat global	88 959 $		386 $	89 345 $

	Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2010			
	PCGRC	Réf.	Ajustement	IFRS
Revenus	2 986 889 $		- $	2 986 889 $
Coûts d'opération, excluant l'amortissement	2 585 271	6	(1 058)	2 584 213
Bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts sur les bénéfices	401 618		1 058	402 676
Amortissement	52 278	3	574	52 852
Bénéfice d'exploitation	349 340		484	349 824
Intérêts sur la dette à long terme	11 648		-	11 648
Autres charges financières	448		-	448
Bénéfice, avant impôts sur les bénéfices	337 244		484	337 728
Impôts sur les bénéfices	100 365	7	(158)	100 207
Bénéfice net	236 879 $		642 $	237 521 $
Autres éléments du résultat global :				
Écarts de change découlant de la conversion des établissements étrangers	9 967	5	(1 241)	8 726
Total des autres éléments du résultat global	9 967		(1 241)	8 726
Résultat global	246 846 $		(599) $	246 247 $

NOTE 16 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

NOTES DE RAPPROCHEMENT

1. Ajustement aux avantages sociaux

La Société offre des régimes de retraite à prestations déterminées ainsi que d'autres avantages sociaux au Canada et aux États-Unis. À la date de transition, les IFRS exigent certains ajustements au bilan du 1er avril 2010 de la Société en raison des divergences avec les PCGRC. Se référer aux états financiers du premier trimestre de la Société pour une discussion des divergences entre les PCGRC et les IFRS en lien avec les ajustements de cette période.

Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2010, la Société a enregistré une diminution des dépenses de 529 000 $ (398 000 $ après impôts), en comparaison avec les PCGRC, suite aux exigences des IFRS en lien avec les régimes de retraite, principalement dû au fait que la Société n'amortit plus les actifs ou obligations transitoires, le coût des services passés ou les gains et pertes actuarielles. Également, pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2010, la Société a diminué sa dépense en lien avec les régimes de retraite de 1 058 000 $ (796 000 $ après impôts) résultant des différences dans le calcul mentionné plus haut entre les PCGRC et les IFRS.

Les ajustements aux bénéfices non répartis résultant des différences sur le traitement des régimes de retraite, au 1er avril 2010 et pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2010, sont les suivants :

	Ajustements
Ajustement IFRS au 1er avril 2010 pour réduire les bénéfices non répartis	90 149 $
Diminution de la charge de retraite pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2010, résultant des exigences de calcul différentes des IFRS	(1 058)
Ajustement des soldes présentés selon les PCGRC au 30 septembre 2010	89 091 $

2. Impôts différés

Les concepts et les calculs de base des impôts différés sont les mêmes selon les PCGRC que selon les IFRS et donc, les ajustements présentés dans cette note de rapprochement résultent des différences dans les valeurs comptables présentées dans les autres notes.

Le passif net d'impôts différés au 30 septembre 2010 a été diminué de 24 071 000 $ pour refléter les ajustements faits à la dépense d'avantages sociaux et celle liée à la rémunération à base d'actions tel que discuté dans la présente note. Le passif net d'impôts différés au 30 septembre 2010 a aussi été augmenté de 20 536 000 $ pour refléter les ajustements faits à la dépense d'amortissement, résultant de l'introduction du groupement par composantes, tel que présenté à la note de rapprochement 3.

De plus, selon la Loi canadienne de l'impôt sur le revenu, une entité inclut dans son compte d'immobilisations en capital admissibles 75% du coût d'un actif incorporel. Selon les PCGRC, la base imposable pour les immobilisations en capital admissibles représente le solde du compte majoré de 25% de la valeur comptable. Selon les IFRS, la base imposable n'est pas augmentée de 25% de la valeur comptable. En raison de cette divergence, une diminution de 16 376 000 $ a été enregistrée afin de réconcilier les capitaux propres des états financiers consolidés intermédiaires résumés du second trimestre précédent.

Les ajustements au passif net d'impôts différés pour la période terminée le 30 septembre 2010 sont présentés comme suit :

Passif d'impôts différés

	Réf.	**30 septembre 2010**
Ajustement des régimes de retraite	1	23 640 $
Rémunération à base d'actions	8	431
Actifs incorporels	2	(16 376)
Groupement par composantes	3	(20 536)
Augmentation du passif d'impôts différés		(12 841) $

NOTE 16 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

3. Regroupement par composantes des immobilisations

Selon les IFRS, une entité est obligée de grouper entre eux les éléments individuels des immobilisations selon les composantes importantes, de façon à dégager un amortissement pour chacune de ces composantes, en utilisant des durées d'utilité estimatives et des méthodes d'amortissement plus représentatives de leur potentiel de service. Selon les PCGRC, l'amortissement était pris seulement sur la base des catégories générales communes.

Se référer aux états financiers de la Société au 30 juin 2011 pour de plus amples détails sur les impacts du groupement par composantes sur les soldes au 1er avril 2010 et au 31 mars 2011.

Pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2010, le groupement par composantes a dégagé une augmentation de la charge d'amortissement de 287 000 $ (77 000 $ après impôts) et de 574 000 $ (154 000 $ après impôts), respectivement.

En raison de l'ajustement du bilan d'ouverture du 1er avril 2010 résultant du groupement par composantes de la Division produits laitiers (USA), la Société a encouru une perte supplémentaire sur écart de conversion de 509 500 $ et de 1 019 000 $ pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2010, respectivement.

Les ajustements aux immobilisations pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2010 sont les suivants :

	30 septembre 2010
Ajustement du bilan d'ouverture	54 939 $
Ajustement de l'amortissement du premier trimestre	-
Ajustement de l'amortissement pour la période de six mois	(574)
Sous-total - ajustement du groupement par composantes	54 365
Ajustement de l'écart de conversion du premier trimestre	-
Ajustement de l'écart de conversion pour la période de six mois	(1 019)
Ajustement aux soldes établis selon PCGRC	53 346 $

4. Présentation des impôts différés

Les PCGRC exigent d'une entité qu'elle présente les impôts différés en des montants courants et long terme. Les IFRS exigent une présentation à long terme et dans certains cas permettent de compenser les actifs et passifs d'impôts différés. Conséquemment, la Société a reclassé tous ses actifs et passifs d'impôts différés à long terme.

5. Écart de conversion des établissements étrangers

Des pertes de change additionnelles sur écart de conversion de 509 500 $ et de 1 019 000 $ pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2010 ont été enregistrées en raison du groupement par composantes de la Division produits laitiers (USA) au 1er avril 2010, tel que mentionné dans les états financiers du premier trimestre de la Société. Se référer aux états financiers du premier trimestre de la Société pour de plus amples informations sur les ajustements requis au 1er avril 2010.

Finalement, l'ajustement des impôts différés, calculé à la note de rapprochement 2, a eu comme impact un gain sur écart de conversion de 575 000 $ pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2010 et une perte globale sur écart de conversion de 222 000 $ pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2010.

Les ajustements qui ont affecté le solde d'écart de conversion sont les suivants :

	30 septembre 2010
Groupement par composantes - ajustement au solde d'ouverture du bilan de la division USA	(1 019) $
Impôts différés - ajustement du bilan de la division USA	(222)
Perte totale de conversion	(1 241) $

NOTE 16 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

6. Coûts d'opération

La section « Coûts d'opération » remplace la section « Coût des marchandises vendues, frais de vente et d'administration » antérieurement présentée sous les PCGRC et a été ajustée comme suit, en fonction des divergences présentées plus haut :

	Ref.	Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2010	Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2010
Diminution totale des coûts d'opération (charge de retraite)	1	(529) $	(1 058) $

7. Impôts sur les bénéfices

Résultant des ajustements IFRS des dépenses des régimes de retraite et d'amortissement présentés dans la présente note, les économies d'impôts pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2010 sont présentées dans le tableau suivant :

	Réf.	Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2010	Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2010
Dépense d'impôts sur l'ajustement des régimes de retraite	1	131 $	262 $
Économie d'impôts sur l'ajustement du groupement par composantes	3	(210)	(420)
Économie d'impôts totale reliée aux coûts d'opération		(79) $	(158) $

8. Rémunération à base d'actions

Pour les options d'achat d'actions qui sont acquises par tranche, les IFRS exigent l'utilisation d'une méthode d'acquisition des droits d'exercice graduelle, qui oblige que chaque tranche soit traitée comme un octroi distinct ayant sa propre juste valeur et étant amorti selon sa propre période d'acquisition des droits. Les PCGRC, par contre, donnent à une entité l'option d'utiliser la méthode graduelle ou la méthode linéaire, qui considère une seule tranche et constate la dépense également sur la période d'acquisition des droits. Selon les PCGRC, la Société utilisait la méthode linéaire pour ses octrois qui s'acquièrent sur une période de cinq ans.

Pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2010, la révision du modèle n'a pas eu d'impact significatif sur les montants présentés au 30 septembre 2010 et au 31 mars 2011 selon les PCGRC au titre de la charge de rémunération à base d'actions et donc ces montants n'ont pas été modifiés.

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour déterminer le résultat par action dilué pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2010 est passé de 2 256 633 selon les PCGRC à 2 399 282 selon les IFRS. Il n'y a eu aucun impact sur le résultat par action dilué pour la période se terminant le 30 septembre 2010.

9. Rapprochement de l'état des flux de trésorerie

Sous les PCGRC, les intérêts et les impôts sur les bénéfices payés étaient présentés comme information supplémentaire à l'état consolidé des flux de trésorerie. Les IFRS, par contre, exigent qu'ils soient présentés séparément, sur des lignes distinctes de l'état des flux de trésorerie. Conséquemment, la Société a présenté séparément les intérêts et les impôts sur les bénéfices payés dans la section des activités d'exploitation. La transition aux IFRS n'a eu aucun impact de reclassification entre les catégories d'exploitation, d'investissement et de financement présentées selon les PCGRC et donc, aucun rapprochement de l'état des flux de trésorerie n'a été présentée.

NOTE 17 CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.